

Un monde meilleur



AU PROGRAMME des deux cursus, l'histoire est notamment enseignée. Ici par Arthur, en service civique.

Un diplôme pour faire tomber les obstacles à l'intégration des migrants

À Grenoble, l'association 3Amie a lancé le programme CAP sans frontières pour de jeunes majeurs étrangers. Depuis octobre, 15 d'entre eux apprennent un métier, encadrés par des bénévoles.

Debout sur l'escabeau, Lancinet tient la visseuse d'une main hésitante. Derrière lui, ses camarades le guident. « *Un peu plus haut, un peu plus droit...* » Cet après-midi, encadré par « M. Marc », le groupe apprend à fixer l'écran déroulant d'un rétroprojecteur. L'un place le niveau, l'autre perce le trou, le troisième pose la vis et les deux derniers fixent le boîtier. Depuis le mois d'octobre, 15 jeunes majeurs étrangers de 18 à 21 ans suivent un CAP au sein de l'association 3Amie (Accueil, aide, accompagnement des mineurs isolés étrangers) à Grenoble (Isère).

Pendant deux ans, ils vont se former en vue de l'obtention d'un diplôme de maintenance de bâtiments de collectivités ou d'agent polyvalent de restauration. « *Il s'agit de métiers très demandés, qui étaient*

plébiscités à la fois par la chambre de métiers et de l'artisanat, la chambre de commerce et d'industrie et la direction départementale de la cohésion sociale », précise Régine Barbe, directrice de l'association.

« INVISIBLES DANS LA SOCIÉTÉ »

À son origine, en 2017, la structure était centrée sur l'accueil de mineurs isolés étrangers non reconnus comme mineurs. « *Le problème, c'est qu'aux yeux de la loi française, ils ne sont ni mineurs ni majeurs. Ce sont des sans-droits, invisibles dans la société* », déplore Régine Barbe. Membre de la Compagnie de Marie-Notre-Dame, cette sœur crée alors 3Amie avec un objectif : accueillir de façon inconditionnelle tous ces jeunes afin de leur permettre d'intégrer le système scolaire français. Pendant quelques semaines, voire

plusieurs mois, la structure joue un rôle de tremplin, grâce à une cinquantaine de professeurs bénévoles chargés d'enseigner le français, mais aussi les mathématiques, l'histoire-géographie ou encore la philosophie aux mineurs isolés, le temps qu'ils soient affectés à une classe dans l'enseignement public ou privé. Mais, le 7 octobre, face à l'afflux sur le territoire d'un public de jeunes majeurs, l'association a ouvert un nouveau programme : CAP sans frontières. Pour intégrer le cursus, les candidats doivent répondre à deux critères : savoir lire et écrire le français suffisamment pour suivre les cours et être hébergés.

C'est donc dans les murs d'une ancienne crèche de la ville de Grenoble que le petit groupe passe ses journées. Pour la partie technique, le CAP d'agent



polyvalent de restauration se fait en partenariat avec l'association Cuisine sans frontières. Le CAP maintenance de bâtiments de collectivités est entièrement géré par 3Amie. Marc, hydrogéologue de profession, encadre notamment les ateliers de ce CAP. « Ils doivent savoir toucher à tout, du revêtement à l'électricité en passant par la plomberie et la menuiserie. Pour nous, la difficulté, c'est d'encadrer la partie technique. Il y a du monde pour l'enseignement théorique, mais idéalement il faudrait aussi des formateurs de tous les corps de métier, comme dans un cursus classique de CAP », explique-t-il.

PRÉPARER L'AVENIR...

Actuellement, les encadrants font avec les moyens du bord. Récupération de chaises et de bureaux d'un ancien lycée, démontage ou rénovation d'éviers et de mobilier de salle de bains pour apprendre les bases. Mi-février, les jeunes pourront se rendre sur le plateau technique du centre de formation Afpa du Pont-de-Claix, à côté de Grenoble, afin de poursuivre l'apprentissage.

C'est le cas de Moussa, en France depuis quatre mois. Pour lui, originaire de Guinée-Conakry, cette formation représente beaucoup. « Au pays, je ne faisais rien. Ici, on nous aide à préparer notre avenir. Ce que j'apprends me plaît énormément. » Comme tous les autres, il est toujours en

attente de son titre de séjour. À ses côtés, Nawel se montre plus pragmatique : « Au départ, c'était compliqué, surtout de comprendre le vocabulaire technique en français. » Parti d'Afghanistan quand il était au lycée, il est arrivé dans l'Hexagone il y a un an. « Sincèrement, ce n'est pas la formation que j'aurais choisie de moi-même. Je rêve plutôt de travailler dans la communication ou le marketing, un métier intellectuel où l'on peut échanger avec les gens. Mais je sais que ça ouvrira des portes. »

... ET L'ENTRETIEN À LA PRÉFECTURE

Le même jour, les élèves des CAP ont cours d'histoire avec Arthur, salarié en service civique. « On passe à la III^e République. Savez-vous quelles ont été les avancées majeures à cette époque ? », interroge le professeur, tout en faisant défiler les pages de son PowerPoint. Au premier rang, une jeune fille souffle « la liberté de la presse », secondée par un camarade qui tente : « Et le droit aux congés ? » Les cahiers sont ouverts sur les bureaux d'école, l'ambiance, studieuse. « Ce sont des choses qui peuvent nous être demandées à la préfecture », explique Lancinet, 20 ans. Sa voix est proche du murmure. « On doit connaître l'histoire de France, mais aussi ses lois et pratiques, car beaucoup de choses sont différentes dans nos pays d'origine. » Régine Barbe abonde : « Ces diplômés vont

aider à prouver leur désir de rester en France. Mais, outre le fait de leur donner un métier, je suis persuadée que ça peut les enrichir sur le plan personnel. »

Malgré toutes les bonnes volontés, bénévoles et salariés de l'association se heurtent à des difficultés parfois indépensables. « Ce matin, il manque trois élèves en classe, indique la directrice. L'absentéisme est un vrai problème, qui s'explique par plusieurs raisons : soucis de santé, démarches administratives ou, le plus souvent, un problème d'hébergement ; la plupart jonglent entre des familles d'accueil et des squats. » Dès le début du CAP, trois jeunes majeurs ont d'ailleurs abandonné les cours, faute d'un toit au-dessus de leur tête.

Deux ans après son départ de Guinée, Lancinet assure qu'il se sent mieux. « C'est une chance d'avoir trouvé l'association. L'objectif est d'obtenir une autorisation de travailler, même si je sais que ce n'est pas gagné. » Sa demande d'asile a été déboutée en octobre 2020, mais il a formulé un recours. « Je sais qu'un papier ne peut pas déterminer qui je suis, mais c'est difficile de me détacher de ma situation administrative. Alors pour le moment j'essaie de me concentrer sur la formation. » Dans quelques jours, il devrait partir en stage pour trois semaines... chaque chose en son temps. »

TEXTE MARGOT HEMMERICH

PHOTOS PABLO CHIGNARD POUR LA VIE

L'ENSEIGNEMENT est dispensé au sein de l'association. Ci-dessous, Marc, bénévole, donne un cours de CAP de maintenance des bâtiments de collectivités.

